

ANNEXE II.

Article 1.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut prescrire que l'obligation d'insérer dans les lettres de change créées sur son territoire la dénomination de "lettre de change" prévue par l'article I, N° I de la loi uniforme, ne s'appliquera que six mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes a, pour les engagements pris en matière de lettre de change sur son territoire, la faculté de déterminer de quelle manière il peut être suppléé à la signature elle-même, pourvu qu'une déclaration authentique inscrite sur la lettre de change constate la volonté de celui qui aurait dû signer.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de ne pas insérer l'article 10 de la loi uniforme dans sa loi nationale.

Article 4.

Par dérogation à l'article 31, alinéa premier de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté d'admettre qu'un aval pourra être donné sur son territoire par un acte séparé indiquant le lieu où il est intervenu.

ANNEX II.

Article 1.

Each of the High Contracting Parties may stipulate that the obligation to insert in bills of exchange issued in its territory the term "bill of exchange", as laid down in Article 1, 1, of the Uniform Law, shall not apply until six months after the entry into force of the present Convention.

Article 2.

Each of the High Contracting Parties has, as regards undertakings entered into in respect of bills of exchange in its own territory, the right to determine in what manner an actual signature may be replaced by an authentic declaration written on the bill which evidences the consent of the party who should have signed.

Article 3.

Each of the High Contracting Parties reserves the right not to embody Article 10 of the Uniform Law in its national law.

Article 4.

By way of derogation from Article 31, paragraph 1, of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties shall have the right to decide that an *aval* may be given in its territory by a separate instrument specifying the place in which the instrument has been executed.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut compléter l'article 38 de la loi uniforme en ce sens que, pour une lettre de change payable sur son territoire, le porteur sera obligé de la présenter le jour même de l'échéance; l'inobservation de cette obligation ne pourra donner lieu qu'à des dommages-intérêts.

Les autres Hautes Parties contractantes auront la faculté de déterminer les conditions sous lesquelles elles reconnaîtront une telle obligation.

Article 6.

Il appartiendra à chacune des Hautes Parties contractantes de déterminer, pour l'application du dernier alinéa de l'article 38 de la loi uniforme, les institutions qui, selon la loi nationale, sont à considérer comme chambres de compensation.

Article 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de déroger si elle le juge nécessaire, en des circonstances exceptionnelles ayant trait au cours du change de la monnaie de cet Etat, aux effets de la clause prévue à l'article 41 et relative au paiement effectif en une monnaie étrangère en ce qui concerne les lettres de change payables sur son territoire. La même règle peut être appliquée pour ce qui concerne la création des lettres de change en monnaies étrangères sur le territoire national.

Article 5.

Each of the High Contracting Parties may supplement Article 38 of the Uniform Law so as to provide that the holder of a bill of exchange payable in its territory shall be obliged to present it on the actual day of maturity. Failure to comply with this obligation may only give rise to a right to damages.

The other High Contracting Parties shall have the right to determine the conditions subject to which such obligation will be recognised by them.

Article 6.

For the purpose of giving effect to the last paragraph of Article 38 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties shall determine the institutions which, according to its national law, are to be regarded as clearing-houses.

Article 7.

Each of the High Contracting Parties shall have the right, if it deems fit, in exceptional circumstances connected with the rate of exchange in such State, to derogate from the stipulation contained in Article 41 for effective payment in foreign currency as regards bills of exchange payable in its territory. The above rule may also be applied as regards the issue in the national territory of bills of exchange payable in foreign currencies.

Article 8.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que les protêts à dresser sur son territoire peuvent être remplacés par une déclaration datée et écrite sur la lettre de change elle-même, signée par le tiré, sauf dans le cas où le tireur exige dans le texte de la lettre de change un protêt par acte authentique.

Chacune des Hautes Parties contractantes a également la faculté de prescrire que ladite déclaration soit transcrite sur un registre public dans le délai fixé pour les protêts.

Dans le cas prévu aux alinéas précédents l'endossement sans date est présumé avoir été fait antérieurement au protêt.

Article 9.

Par dérogation à l'article 44, alinéa 3 de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que le protêt faute de paiement doit être dressé soit le jour où la lettre de change est payable, soit l'un des deux jours ouvrables qui suivent.

Article 10.

Il est réservé à la législation de chacune des Hautes Parties contractantes de déterminer de façon précise les situations juridiques visées à l'article 43, numéros 2 et 3, et à l'article 44, alinéas 5 et 6 de la loi uniforme.

Article 11.

Par dérogation aux dispositions des articles 43, numéros 2 et 3,

Article 8.

Each of the High Contracting Parties may prescribe that protests to be drawn up in its territory may be replaced by a declaration dated and written on the bill itself, and signed by the drawee, except where the drawer stipulates in the body of the bill of exchange itself for an authenticated protest.

Each of the High Contracting Parties may also prescribe that the said declaration shall be inscribed in a public register within the limit of time fixed for protests.

In the case provided for in the preceding paragraphs, an undated endorsement is presumed to have been made prior to the protest.

Article 9.

By way of derogation from Article 44, paragraph 3, of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties has the right to prescribe that a protest for non-payment must be drawn up either on the day when the bill is payable or on one of the two following business days.

Article 10.

It is reserved to the legislation of each of the High Contracting Parties to determine the exact legal situations referred to in Article 43, Nos. 2 and 3, and in Article 44, paragraphs 5 and 6, of the Uniform Law.

Article 11.

By way of derogation from the provisions of Article 43, Nos. 2

et 74 de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté d'admettre dans sa législation la possibilité pour les garants d'une lettre de change d'obtenir, en cas de recours exercé contre eux, des délais, qui, en aucun cas, ne pourront dépasser l'échéance de la lettre de change.

Article 12.

Par dérogation à l'article 45 de la loi uniforme, chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de maintenir ou d'introduire le système d'avis à donner par l'officier public, savoir: qu'en effectuant le protêt faute d'acceptation ou faute de paiement, le notaire ou le fonctionnaire qui, d'après la loi nationale, est autorisé à dresser le protêt est tenu d'en donner avis par écrit à celles des personnes obligées dans la lettre de change dont les adresses sont soit indiquées sur la lettre de change, soit connues par l'officier public dressant le protêt, soit indiquées par les personnes ayant exigé le protêt. Les dépenses résultant d'un tel avis sont à ajouter aux frais de protêt.

Article 13.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire en ce qui concerne les lettres de change qui sont à la fois émises et payables sur son territoire, que le taux d'intérêt, dont il est question à l'article 48, numéro 2 et à l'article 49, numéro 2 de la loi uniforme, pourra être remplacé par le taux légal en vigueur dans le territoire de cette Haute Partie contractante.

and 3, and Article 74 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties reserves the right to include in its legislation the possibility for persons guaranteeing a bill of exchange to obtain, in the event of recourse being exercised against them, periods of grace which may in no case extend beyond the maturity of the bill.

Article 12.

By way of derogation from Article 45 of the Uniform Law, each of the High Contracting Parties shall be entitled to maintain or introduce the following system of notification by the public official, viz., that, when protesting for non-acceptance or non-payment, the notary or official who, under the national law, is authorised to draw up the protest, is required to give notice in writing to the persons liable under the bill of exchange whose addresses are specified in the bill, or are known to the public official drawing up the protest, or are specified by the persons demanding the protest. The costs of such notice shall be added to the costs of the protest.

Article 13.

Each of the High Contracting Parties is entitled to prescribe, as regards bills of exchange which are both issued and payable in its territory, that the rate of interest mentioned in Article 48, No. 2, and Article 49, No. 2, of the Uniform Law may be replaced by the legal rate in force in the territory of that High Contracting Party.

Article 14.

Par dérogation à l'article 48 de la loi uniforme chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté d'insérer dans la loi nationale une disposition prescrivant que le porteur peut réclamer à celui contre lequel il exerce son recours un droit de commission dont le montant sera déterminé par la loi nationale.

Il en est de même, par dérogation à l'article 49 de la loi uniforme, en ce qui concerne la personne qui, ayant remboursé la lettre de change, en réclame le montant à ses garants.

Article 15.

Chacune des Hautes Parties contractantes est libre de décider que, dans le cas de déchéance ou de prescription, il subsistera sur son territoire une action contre le tireur qui n'a pas fait provision ou contre un tireur ou un endosseur qui se serait enrichi injustement. La même faculté existe, en cas de prescription, en ce qui concerne l'accepteur qui a reçu provision ou se serait enrichi injustement.

Article 16.

La question de savoir si le tireur est obligé de fournir provision à l'échéance et si le porteur a des droits spéciaux sur cette provision reste en dehors de la loi uniforme.

Il en est de même pour toute autre question concernant le rapport sur la base duquel a été émise la traite.

Article 14.

By derogation from Article 48 of the Uniform Law each of the High Contracting Parties reserves the right to insert in its national law a rule prescribing that the holder may claim from the party against whom he is exercising his right of recourse a commission the amount of which shall be determined by the national law.

The same applies, by derogation from Article 49 of the Uniform Law, to a person who, having taken up and paid the bill of exchange, claims the amount from the parties liable to him.

Article 15.

Each of the High Contracting Parties is free to decide that, in the event of extinctive prescription (*déchéance*) or limitation of actions (*prescription*), proceedings may be taken in its territory against a drawer who has not provided cover (*provision*) for the bill, or against a drawer or endorser who has made an inequitable gain. The same right exists in the case of limitation of action as regards an acceptor who has received cover or made an inequitable gain (*se serait enrichi injustement*).

Article 16.

The question whether the drawer is obliged to provide cover (*provision*) at maturity and whether the holder has special rights to this cover remains outside the scope of the Uniform Law.

The same applies to any other question concerning the legal relations on the basis of which the bill was issued.

Article 17.

C'est à la législation de chacune des Hautes Parties contractantes qu'il appartient de déterminer les causes d'interruption et de suspension de la prescription des actions résultant d'une lettre de change dont ses tribunaux ont à connaître.

Les autres Hautes Parties contractantes ont la faculté de déterminer les conditions auxquelles elles reconnaîtront de pareilles causes. Il en est de même de l'effet d'une action comme moyen de faire courir le délai de prescription prévu par l'article 70, alinéa 3 de la loi uniforme.

Article 18.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que certains jours ouvrables seront assimilés aux jours fériés légaux en ce qui concerne la présentation à l'acceptation ou au paiement et tous autres actes relatifs à la lettre de change.

Article 19.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déterminer la dénomination à adopter dans les lois nationales pour les titres visés à l'article 75 de la loi uniforme ou dispenser ces titres de toute dénomination spéciale pourvu qu'ils contiennent l'indication expresse qu'ils sont à ordre.

Article 20.

Les dispositions des articles 1 à 18 de la présente annexe, relatives à la lettre de change, s'appliquent également au billet à order.

Article 17.

It is for the legislation of each of the High Contracting Parties to determine the causes of interruption or suspension of limitation (*prescription*) in the case of actions on bills of exchange which come before its courts.

The other High Contracting Parties are entitled to determine the conditions subject to which they will recognise such causes. The same applies to the effect of an action as a means of indicating the commencement of the period of limitation (*prescription*) laid down in Article 70, paragraph 3, of the Uniform Law.

Article 18.

Each of the High Contracting Parties has the right to prescribe that certain business days shall be assimilated to legal holidays (*jours fériés légaux*) as regards presentment for acceptance or payment and all other acts relating to bills of exchange.

Article 19.

Each of the High Contracting Parties may determine the denomination to be adopted in the national laws for the instruments referred to in Article 75 of the Uniform Law, or may exempt them from any special denomination, provided that they contain an express mention that they are drawn to order.

Article 20.

The provisions of Articles 1 to 18 of the present Annex with regard to bills of exchange apply likewise to promissory notes.

Article 21.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de restreindre l'engagement mentionné dans l'article premier de la Convention aux seules dispositions sur la lettre de change et de ne pas introduire dans son territoire les dispositions sur le billet à ordre contenues dans le titre II de la loi uniforme. Dans ce cas, la Haute Partie contractante qui a profité de cette réserve ne sera considérée comme partie contractante que pour ce qui concerne la lettre de change.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve également la faculté de faire des dispositions concernant le billet à ordre l'objet d'un règlement spécial qui sera entièrement conforme aux stipulations du titre II de la loi uniforme et qui reproduira les règles sur la lettre de change auxquelles il est renvoyé, sous les seules modifications résultant des articles 75, 76, 77 et 78 de la loi uniforme et des articles 19 et 20 de la présente annexe.

Article 22.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté d'édicter des dispositions exceptionnelles d'ordre général relatives à la prorogation des délais concernant les actes conservatoires des recours et à la prorogation des échéances.

Article 23.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à reconnaître les dispositions adoptées par toute Haute Partie contractante en vertu des articles 1 à 4, 6, 8 à 16 et 18 à 21 de la présente annexe.

Article 21.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to restrict the undertaking mentioned in Article 1 of the Convention to the provisions dealing with bills of exchange only, and not to introduce into its territory the provisions dealing with promissory notes contained in Title II of the Uniform Law. In this case the High Contracting Party making use of this reservation shall only be regarded as a contracting party in respect of bills of exchange.

Each of the High Contracting Parties further reserves the right to embody the provisions concerning promissory notes in a special regulation, which shall exactly conform to the stipulations in Title II of the Uniform Law and which shall reproduce the rules on bills of exchange to which reference is made, subject only to the modifications resulting from Articles 75, 76, 77 and 78 of the Uniform Law and from Articles 19 and 20 of the present Annex.

Article 22.

Each of the High Contracting Parties has the right to adopt exceptional measures of a general nature relating to the extension of the limits of time for conservatory measures in relation to recourse (*actes conservatoires des recours*) and to the extension of maturities.

Article 23.

Each of the High Contracting Parties undertakes to recognise the provisions adopted by every other High Contracting Party in virtue of Articles 1 to 4, 6, 8 to 16 and 18 to 21 of the present Annex.

PROTOCOLE DE LA CONVENTION.

Au moment de procéder à la signature de la Convention, en date de ce jour, portant Loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

A.

Les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres qui n'auraient pas été en mesure d'effectuer avant le 1^{er} septembre 1932 le dépôt de leur ratification sur ladite Convention s'engagent à adresser, dans les quinze jours suivant cette date, une communication au Secrétaire général de la Société des Nations, pour lui faire connaître la situation dans laquelle ils se trouvent en ce qui concerne la ratification.

B.

Si, à la date du 1^{er} novembre 1932, les conditions prévues à l'article VI, alinéa 1, pour l'entrée en vigueur de la Convention, ne sont pas remplies, le Secrétaire général de la Société des Nations convoquera une réunion des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres qui auraient signé la Convention ou y auraient adhéré.

PROTOCOL TO THE CONVENTION.

At the time of signing the Convention of this day's date providing a Uniform Law for bills of exchange and promissory notes, the undersigned, duly authorised, have agreed upon the following provisions:

A.

The Members of the League of Nations and the non-Member States who may not have been able to deposit their ratifications of the said Convention before September 1st, 1932, undertake to forward, within fifteen days from that date, a communication to the Secretary-General of the League of Nations informing him of their situation as regards ratification.

B.

If on November 1st, 1932, the conditions laid down in the first paragraph of Article VI for the entry into force of the Convention are not fulfilled, the Secretary-General of the League of Nations shall convene a meeting of the Members of the League and the non-Member States which have signed the Convention or acceded to it.

Cette réunion aura pour objet l'examen de la situation et des mesures à prendre, le cas échéant, pour y faire face.

C.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement dès leur mise en vigueur, les dispositions législatives qu'elles établiront sur leurs territoires respectifs en exécution de la Convention.

The purpose of this meeting shall be to examine the situation and any measures to be taken to remedy it.

C.

The High Contracting Parties shall communicate to each other, immediately upon their coming into force, the legislative measures taken by them in execution of the Convention in their respective territories.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

IN FAITH WHEREOF the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

FAIT à Genève, le sept juin mil neuf cent trente, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

DONE at Geneva, the seventh day of June, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-Member States represented at the Conference.

ALLEMAGNE

Leo QUASSOWSKI
D^r ALBRECHT
D^r ULLMANN

GERMANY

AUTRICHE

D^r STROBELE

AUSTRIA

BELGIQUE

V^{te} P. POULLET
DE LA VALLÉE-POUSSIN

BELGIUM

BRÉSIL

Deoclecio DE CAMPOS

BRAZIL

COLOMBIE	A. J. RESTREPO	COLOMBIA
DANEMARK	A. HELPER V. EIGTVED	DENMARK
VILLE LIBRE DE DANTZIG	FREE CITY OF DANZIG SUZKOWSKI	
ÉQUATEUR	Alex. GASTELÚ	ECUADOR
ESPAGNE	Juan GOMEZ MONTEJO	SPAIN
FINLANDE	F. GRÖNVALL	FINLAND
FRANCE	J. PERCEROU	FRANCE
GRÈCE	R. RAPHAËL	GREECE
HONGRIE	D ^r BARANYAI Zoltán	HUNGARY

ITALIE	Amedeo GIANNINI	ITALY
JAPON	M. OHNO T. SHIMADA	JAPAN
LUXEMBOURG	Ch. G. VERMAIRE	LUXEMBURG
NORVÈGE	STUB HOLMBOE	NORWAY
PAYS-BAS	MOLENGRAAFF	THE NETHERLANDS
PÉROU	J. M. BARRETO	PERU
POLOGNE	SUZKOWSKI	POLAND
PORTUGAL	José CAEIRO DA MATTA	PORTUGAL
SUÈDE	E. MARKS VON WÜRTEMBERG Birger EKEBERG	SWEDEN

SUISSE

SWITZERLAND

VISCHER

TCHÉCOSLOVAQUIE

CZECHOSLOVAKIA

Prof. D^r Karel HERMANN-OTAVSKÝ

TURQUIE

TURKEY

Ad referendum
MEHMED MUNIR

YOUGOSLAVIE

YUGOSLAVIA

I. CHOUMENKOVITCH

(公布案)

朕樞密顧問ノ諮詢ヲ經テ「ジュネーヴ」ニ於テ帝國全權委員ガ關係各國全權委員ト共ニ署名シタル昭和五年六月七日附ノ爲替手形及約束手形ニ關シ法律ノ或牴觸ヲ解決スル爲ノ條約ヲ批准シ茲ニ條約議定書ト共ニ之ヲ公布セシム

御名御璽

昭和八年十二月二十六日

內閣總理大臣

外務大臣

司法大臣

拓務大臣

條約第五號

爲替手形及約束手形ニ關シ法律ノ或牴觸ヲ解決スル爲
ノ條約

獨逸國大統領、奧地利共和國聯邦大統領、白耳義國皇帝陛下、「ブラジル」合衆共和國大統領、
「コロンビア」共和國大統領、丁抹國皇帝陛下、「ダンチッヒ」自由市ノ爲ニ「ポーランド」共和
國大統領、「エクアドル」共和國大統領、西班牙國皇帝陛下、「フィンランド」共和國大統領、佛
蘭西共和國大統領、希臘共和國大統領、「ハンガリー」王國攝政殿下、伊太利國皇帝陛下、日本國
皇帝陛下、「ルクセンブルグ」國大公殿下、諾威國皇帝陛下、和蘭國皇帝陛下、「ペルー」共和國
大統領、「ポーランド」共和國大統領、「ポルトガル」共和國大統領、瑞典國皇帝陛下、瑞西聯邦
政府、「チエッコスロヴァキア」共和國大統領、「トルコ」共和國大統領、「ユーゴスラヴィア」國
皇帝陛下ハ

爲替手形及約束手形ニ關シテ法律ノ或牴觸ヲ解決スル爲ノ規則ヲ採用センコトヲ希望シ左ノ如ク
其ノ全權委員ヲ任命セリ

獨逸國大統領

獨逸國司法省參事官「レオ、クアソウスキー」

獨逸國外務省公使館參事官「ドクトル、エーリッヒ、アルブレヒト」
「ベルリン」裁判所判事「ドクトル、フリッツ、ウルマン」

奧地利共和國聯邦大統領

聯邦司法省參事官「ドクトル、グイド、シュトロベレ」
白耳義國皇帝陛下

下院議員、國務大臣、子爵「ブーレ」

文部省總務長官「ジー、ドゥ、ラ、ヴァレー、ブーサン」
「ブラジル」合衆共和國大統領

前「バラ」法科大學教授、「ローマ」駐在商務官「デオクレシオ、デ、カンボス」
「コロンビア」共和國大統領

國際聯盟ニ派遣ノ常任代表委員、特命全權公使「アー、ホセ、レストレボ」
丁抹國皇帝陛下

商工省參事官「アクセル、ヘルベル」

在「コーペンハーゲン」「ブリュアトバンク」理事「ヴァルデマル、エイグトヴエド」
「ダンチッヒ」自由市ノ爲ニ「ポーランド」共和國大統領

「ポーランド」國法典編纂委員會委員、「ボヅナン」大學教授「ヨセフ、スルコフズキ」
「エクアドル」共和國大統領

「ジュネーヴ」駐在副領事「ドクトル、アレハンドロ、ガステルー」
西班牙國皇帝陛下

司法省法曹團課長「ドクトル、ファン、ゴメス、モンテホ」
「フィンランド」共和國大統領

「ヘルシンキ」高等行政裁判所評定官、國務參與「フィリップ、グレンヴァル」
佛蘭西共和國大統領

「パリ」法科大學教授「エル、ジー、ベルスルー」
希臘共和國大統領

在「ベルヌ」代理公使、國際聯盟ニ派遣ノ常任代表委員「エル、ラファエル」

「ハンガリー」王國攝政殿下

國際聯盟ニ派遣ノ「ハンガリー」國代表部臨時事務代理「ゾルタン、バラニアイ」
伊太利國皇帝陛下

全權公使、國務參與「アメデオ、ジャンニーニ」
日本國皇帝陛下

奧地利國駐劄特命全權公使大野守衛
大審院判事島田鐵吉

「ルクセンブルグ」國大公殿下

「ジュネーヴ」駐在領事「セー、ジエー、ヴェルメール」
諾威國皇帝陛下

辯護士「ツエー、ストップブ、ホルンボー」
和蘭國皇帝陛下

「ウトレヒト」大學名譽教授「ドクトル、ヴェー、エル、ペー、アー、モーレングラーフ」
「ベルー」共和國大統領

國際聯盟ニ派遣ノ「ペルー」國常設事務局長「ホセ、マリア、バルレト」
「ポーランド」共和國大統領

「ポーランド」國法典編纂委員會委員、「ボヅナン」大學教授「ヨセフ、スルコフスキ」
「ポルトガル」共和國大統領

「ポルトガル」銀行理事、法科大學教授、「リスボン」大學總長「ドクトル、ジョゼ、カエイ
ロ、ダ、マッタ」

瑞典國皇帝陛下

前外務大臣、「ストックホルム」控訴院長、男爵「エー、マルクス、フォン、ウエルテンベルグ」
前最高法院判事、前司法大臣、私法委員會議長「ビルゲル、エケベルグ」
瑞西聯邦政府

瑞西銀行協會主席書記、辯護士及公證人「ドクトル、マックス、フィッシエル」
「チェッコスロヴァキア」共和國大統領

司法省商法編纂委員會議長、「ブラーグ」大學教授「ドクトル、カレル、ヘルマン・オタフス
キー」

「トルコ」共和國大統領

瑞西聯邦駐劄特命全權公使「メヘメット、ムニル、ベイ」
「ユーゴースラヴィア」國皇帝陛下

瑞西聯邦駐劄特命全權公使、國際聯盟ニ派遣ノ常任代表委員「イリア、シュールメンコヴィチ」
右各全權委員ハ其ノ全權委任狀ヲ示シ之ガ良好妥當ナルヲ認メタル後左ノ諸規定ヲ協定セリ

第一條

締約國ハ爲替手形及約束手形ニ關シ次ニ列舉セララルル法律ノ牴觸ヲ解決スル爲次ノ諸條ニ掲ゲラルル規則ヲ適用スルコトヲ相互ニ約ス

第二條

爲替手形及約束手形ニ依リ義務ヲ負フ人ノ能力ハ其ノ者ノ本國法ニ依リ之ヲ定ム其ノ本國法ガ他國ノ法律ニ依ルベキモノナリト宣言スルトキハ右他國ノ法律ヲ適用ス
前項ニ示サルル法律ニ依リテ能力ヲ有セザルベキ者ト雖モ署名ガ何レカノ地域ニ於テ爲サレ其ノ地ニ行ハルル法律ニ依レバ其ノ者ガ能力ヲ有スベキトキハ責任ヲ負フベキモノトス
各締約國ハ自國民ガ爲シタル爲替手形上及約束手形上ノ行爲ニシテ本條前項ノ規定ノ適用ニ依リ

テノミ他ノ締約國ノ領域内ニ於テ有效ト看做サルベキモノノ效力ヲ認メザルノ權能ヲ有ス

第三條

爲替手形上及約束手形上ノ行爲ノ方式ハ署名ノ爲サレタル地域ノ屬スル國ノ法律ニ依リ之ヲ定ムル
尤モ爲替手形上又ハ約束手形上ノ行爲ガ前項ノ規定ニ依レバ有效ナラザルトキト雖モ爾後ノ行爲
ノ爲サレタル國ノ法律ニ從ヘルモノナルトキハ前ノ行爲ガ方式上違法ナルノ事實ハ後ノ行爲ノ效
力ヲ害スルコトナシ

各締約國ハ自國民ガ外國ニ於テ爲シタル爲替手形上及約束手形上ノ行爲ガ自國ノ法律ニ規定セラ
ルル方式ニ依リ爲サレタル場合ニ限り自國ノ領域内ニ於テ他ノ自國民ニ對シ效力ヲ有スベキコト
ヲ規定スルコトヲ得

第四條

爲替手形ノ引受人及約束手形ノ振出人ノ義務ノ效力ハ此等ノ證券ノ支拂地ノ法律ニ依リ之ヲ定ムル
爲替手形上又ハ約束手形上ノ他ノ債務者ノ署名ヨリ生ズル效力ハ其ノ署名ノ爲サレタル地域ノ屬
スル國ノ法律ニ依リ之ヲ定ム

第五條

遡求權ノ行使期間ハ一切ノ署名者ニ付證券ノ振出地ノ法律ニ依リ之ヲ定ム

八

第六條

證券ノ振出地ノ法律ハ爲替手形ノ所持人ガ證券ノ振出ノ原因ト爲リタル債權ヲ取得スルカ否カラ決ス

第七條

爲替手形ノ支拂地ノ屬スル國ノ法律ハ引受ガ手形金額ノ一部ニ制限セラレ得ルカ否カ又ハ所持人ニ一部支拂ヲ受諾スルノ義務アルカ否カノ問題ヲ決ス
同一ノ規則ハ約束手形ノ支拂ニ之ヲ準用ス

第八條

拒絶證書ノ方式及作成期間並ニ爲替手形上及約束手形上ノ權利ノ行使又ハ保存ニ必要ナル他ノ行爲ノ方式ハ拒絶證書ノ作成セラレ又ハ右行爲ノ爲サルベキ地域ノ屬スル國ノ法律ニ依リ之ヲ定ム

第九條

爲替手形又ハ約束手形ノ支拂地ノ屬スル國ノ法律ハ爲替手形又ハ約束手形ノ喪失又ハ盜難ノ場合ニ執ルベキ措置ヲ定ム

第十條

各締約國ハ左ノ事項ニ關スル限り本條約ニ掲ゲラルル國際私法ノ原則ヲ適用セザルノ權能ヲ留保ス

- 一 締約國ノ領域外ニ於テ爲サレタル行爲
- 二 此等ノ原則ニ從ヒテ適用セラルベキ法律ニシテ締約國ノ法律ニ非ザルモノ

第十一條

各締約國ノ領域内ニ於テハ本條約ノ規定ハ本條約ノ效力發生ノ際既ニ振出サレタル爲替手形及約束手形ニ適用セラレザルベシ

第十二條

本條約ハ佛蘭西語及英吉利語ノ本文ヲ以テ共ニ正文トシ本日ノ日附ヲ有スベシ
本條約ハ爾後千九百三十年九月六日ニ至ル迄國際聯盟ノ何レノ聯盟國及何レノ非聯盟國ノ爲ニモ署名セラルルコトヲ得

第十三條

本條約ハ批准セラルベシ

批准書ハ千九百三十二年九月一日前ニ國際聯盟事務總長ニ寄託セラルベク事務總長ハ之ガ受領ヲ直ニ國際聯盟ノ一切ノ聯盟國及本條約ノ締約國タル非聯盟國ニ通告スベシ

第十四條

千九百三十年九月六日以後ハ國際聯盟ノ何レノ聯盟國及何レノ非聯盟國モ本條約ニ加入スルコトヲ得

右加入ハ國際聯盟事務總長宛ノ通告ヲ以テ爲サルベク該通告ハ事務局ノ記録ニ寄託セラルベシ
事務總長ハ本條約ニ署名シ又ハ之ニ加入シタル一切ノ國ニ對シ右寄託ヲ直ニ通告スベシ

第十五條

本條約ハ聯盟國又ハ非聯盟國ノ七國ニシテ國際聯盟理事會ニ常任代表者ヲ有スル聯盟國ノ三國ヲ含ムモノノ爲ニ批准セラレ又ハ加入セラルルニ至ル迄ハ效力ヲ生ゼザルベシ
效力發生ノ日ハ國際聯盟事務總長ガ本條第一項ニ從ヒ第七ノ批准又ハ加入ヲ受領シタル後九十日目タルベシ

國際聯盟事務總長ハ第十三條及第十四條ニ規定セラルル通告ヲ爲スニ當リテハ本條第一項ニ掲ゲラルル批准又ハ加入ガ受領セラレタル旨ヲ特ニ示スベシ

第十六條

第十五條ニ從ヒ本條約ガ效力ヲ生ジタル後爲サルル各批准又ハ加入ハ國際聯盟事務總長ガ之ヲ受領シタル日ノ後九十日目ヨリ其ノ效力ヲ生ズベシ

第十七條

本條約ハ國際聯盟ノ當該聯盟國又ハ當該非聯盟國ニ付本條約ガ效力ヲ生ジタル日ヨリ二年ノ期間ノ滿了前ニハ廢棄セラレ得ザルベシ右廢棄ハ事務總長ガ自己宛ノ通告ヲ受領シタル後九十日目ヨリ其ノ效力ヲ生ズベシ

廢棄ハ國際聯盟事務總長ニ依リ一切ノ他ノ締約國ニ對シ直ニ通告セララルベシ
各廢棄ハ之ヲ爲シタル締約國ニ關シテノミ效力ヲ生ズベシ

第十八條

本條約ノ實施セララルル國際聯盟ノ何レノ聯盟國及何レノ非聯盟國モ本條約ノ效力發生後ノ第四年ノ滿了ノ時ヨリ本條約ノ規定ノ或モノ又ハ全部ノ改正ヲ目的トスル要求ヲ國際聯盟事務總長ニ提出スルコトヲ得

右要求ガ其ノ當時本條約ノ實施セララルル國際聯盟ノ他ノ聯盟國又ハ非聯盟國ニ通告セラレ一年ノ

一三
期間内ニ少クトモ其ノ六國ニ依リ支持セララルトキハ國際聯盟理事會ハ之ガ爲ニ會議ヲ招集スル
ノ必要アリヤ否ヤヲ決定スベシ

第十九條

締約國ハ本條約ノ受諾ニ依リ其ノ殖民地、保護領又ハ其ノ宗主權若ハ委任統治ノ下ニ在ル地域ノ
全部又ハ一部ニ付何等ノ義務ヲモ負フノ意思アルニ非ザル旨ヲ署名、批准又ハ加入ノ際ニ宣言ス
ルコトヲ得此ノ場合ニ於テハ本條約ハ右宣言ノ目的タル地域ニ適用セラレザルベシ
締約國ハ爾後國際聯盟事務總長ニ對シ前項ニ規定セララル宣言ノ目的タリシ地域ノ全部又ハ一部
ニ本條約ヲ適用スルノ意思アル旨ヲ通告スルコトヲ得此ノ場合ニ於テハ本條約ハ國際聯盟事務總
長ガ右通告ヲ受領シタル後九十日ニシテ右通告ニ掲ゲラルル地域ニ適用セララルベシ
同様ニ締約國ハ本條約ヲシテ其ノ殖民地、保護領又ハ其ノ宗主權若ハ委任統治ノ下ニ在ル地域ノ
全部又ハ一部ニ適用ナキニ至ラシムルノ意思アル旨ヲ何時ニテモ宣言スルコトヲ得此ノ場合ニ於
テハ本條約ハ國際聯盟事務總長ガ右宣言ヲ受領シタル後一年ニシテ右宣言ノ目的タル地域ニ適用
セラレザルニ至ルベシ

第二十條

本條約ハ其ノ效力ノ生ジタルトキ國際聯盟事務總長ニ依リ登錄セラルベシ本條約ハ爾後能フ限り速ニ國際聯盟ノ「條約集」ニ於テ公表セラルベシ

右證據トシテ前記全權委員ハ本條約ニ署名セリ

千九百三十年六月七日「ジュネーヴ」ニ於テ本書一通ヲ作成ス右本書ハ國際聯盟事務局ノ記錄ニ寄託セラルベク其ノ認證謄本ハ國際聯盟ノ一切ノ聯盟國及會議ニ代表者ヲ出セル一切ノ非聯盟國ニ送付セラルベシ

獨逸國

レオ、クアソウスキー

ドクトル、アルブレヒト

ドクトル、ウルマン

奧地利國

ドクトル、シュトロベレ

白耳義國

子爵ベー、ブーレ

ドゥラ、ヴァレー・ブーサン

「ブラジル」國

デオクレシオ、デ、カンボス

「コロンビア」國

アー、ホータ、レストレボ

丁抹國

アー、ヘルベル

ヴェー、エイグトヴェド

「ダンチッヒ」自由市

政府ノ承認ヲ條件トス

スルコフスキー

「エクアドル」國

アー、ガステルー

西班牙國

ファン、ゴメス、モンテホ

「フィンランド」國

エフ、グレンヴァル

佛蘭西國

ジー、ベルスルー

希臘國

エル、ラファエル

「ハンガリー」國

ドクトル、バラニアイ、ゾルタン

伊太利國

アメデオ、ジャンニーニ

日本國

大野守衛

島田鐵吉

「ルクセンブルグ」國

セー、ジエー、ヴェルメール

諾威國

ストウプ、ホルンボ

和蘭國

モーレングラーフ

「ペルー」國

ホータ、エメ、バルレト

「ポーランド」國

政府ノ承認ヲ條件トス

スルコフスキ

「ポルトガル」國

ジョゼ、カエイロ、ダ、マッタ

瑞典國

エー、マルクス、フォン、ウエルテンベルグ

ビルゲル、エケベルグ

瑞西國

フィッシエル

「チェッコスロヴァキア」國

教授ドクトル、カレル、ヘルマン・オタフスキ

「トルコ」國

政府ノ承認ヲ條件トス

メヘメット、ムニル

「ユーゴースラヴィア」國

イー、シューメンコヴィッチ

天佑ヲ保有シ萬世一系ノ帝祚ヲ踐メル

日本國皇帝（御名）此ノ書ヲ見ル有衆ニ宣示ス

朕「ジュネーヴ」ニ於テ帝國全權委員ガ關係各國全權委員ト共ニ署名シタル昭和五年六月七日附ノ爲替手形及約束手形ニ關シ法律ノ或牴觸ヲ解決スル爲ノ條約ヲ閱覽點檢シ之ヲ嘉納批准ス

神武天皇即位紀元二千五百九十二年昭和七年七月十八日東京宮城ニ於テ親ヲ名ヲ署シ璽ヲ鈐セシム

御名國璽

外務大臣 伯爵 内田 康 哉

條約議定書

爲替手形及約束手形ニ關シ法律ノ或牴觸ヲ解決スル爲ノ本日附ノ條約ニ署名スルニ當リ、正當ノ委任ヲ受ケタル下名ハ左ノ諸規定ヲ協定セリ

甲

千九百三十二年九月一日前ニ右條約ノ自國ノ批准書ヲ寄託シ得ザルコトアルベキ國際聯盟ノ聯盟國及非聯盟國ハ右期日後十五日內ニ批准ニ關スル自國ノ狀態ヲ知ラシムル爲ノ通告ヲ國際聯盟事務總長ニ送付スルコトヲ約ス

乙

右條約第十五條第一項ニ規定セララルル條約ノ效力ノ發生ニ付テノ條件ガ千九百三十二年十一月一日ニ於テ充サレアラザル場合ニハ國際聯盟事務總長ハ右條約ニ署名シ又ハ之ニ加入シタル國際聯盟ノ聯盟國及非聯盟國ノ會議ヲ招集スベシ

右會議ノ目的ハ狀態ヲ又必要アル場合ニ於テハ其ノ善後措置ヲ審議スルニ在ルモノトス

丙

締約國ハ右條約ノ實施トシテ各自ガ其ノ領域内ニ於テ執リタル立法上ノ措置ヲ其ノ實施後直ニ相互ニ通告スベシ

右證據トシテ各全權委員ハ本議定書ニ署名セリ

千九百三十年六月七日「ジュネーヴ」ニ於テ本書一通ヲ作成ス右本書ハ國際聯盟事務局ノ記錄ニ寄託セラルベク其ノ認證謄本ハ國際聯盟ノ一切ノ聯盟國及會議ニ代表者ヲ出セル一切ノ非聯盟國ニ送付セラルベシ

獨逸國

レオ、クアソウスキー

ドクトル、アルブレヒト

ドクトル、ウルマン

奧地利國

ドクトル、シュトロベル

白耳義國

子爵ペー、ブーレ

ドラ、ラ、ヴァレー、ブーサン

「ブラジル」國

デオクレシオ、デ、カンボス

「コロンビア」國

アー、ホータ、レストレボ

丁抹國

アー、ヘルベル

ヴェー、エイグトヴェド

「ダンチッヒ」自由市

政府ノ承認ヲ條件トス

スルコフスキー

「エクアドル」國

アー、ガステルー

西班牙國

フアン、ゴメス、モンテホ

「フィンランド」國

エフ、グレンヴァル

佛蘭西國

ジー、ペルスルー

希臘國

エル、ラファエル

「ハンガリー」國

ドクトル、バラニアイ、ゾルタン

伊太利國

アメデオ、ジャンニーニ

日本國

大野守衛

島田鐵吉

「ルクセンブルグ」國

セー、ジエー、ヴェルメール

諾威國

ストウプ、ホルンボー

和蘭國

モーレングラーフ

「ベルー」國

ホータ、エメ、バルレト

「ポーランド」國

政府ノ承認ヲ條件トス

スルコフスキー

「ポルトガル」國

ジョゼ、カエイロ、ダ、マッタ

瑞典國

エー、マルクス、フォン、ウエルテンベルグ
ビルゲル、エケベルグ

瑞西國

フィッシエル

「チエッコスロヴァキア」國

教授ドクトル、カレル、ヘルマン・オタフスキー

「トルコ」國

政府ノ承認ヲ條件トス

メヘメット、ムニル

「ユーゴスラヴィア」國

イー、シエーメンコヴィッチ

和法英比美日意

**CONVENTION DESTINÉE A RÉGLER CERTAINS
CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE LET-
TRES DE CHANGE ET DE BILLETS
A ORDRE**

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE; SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,

**CONVENTION FOR THE SETTLEMENT OF
CERTAIN CONFLICTS OF LAWS IN CON-
NECTION WITH BILLS OF EXCHANGE
AND PROMISSORY NOTES.**

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ECUADOR; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND-DUCHESS OF LUXEMBURG; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN; THE SWISS FEDERAL COUNCIL; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC; THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC; HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA,

Désireux d'adopter des règles pour résoudre certains conflits de lois en matière de lettre de change et de billet à ordre, ont désigné pour leurs plénipotentiaires savoir :

Le Président du Reich allemand :

M. Leo QUASSOWSKI, Conseiller ministériel au Ministère de la Justice du Reich ;

Le docteur Erich ALBRECHT, Conseiller de Légation au Ministère des Affaires étrangères du Reich ;

Le docteur Fritz ULLMANN, Juge au Tribunal de Berlin.

Le Président fédéral de la République d'Autriche :

Le docteur Guido STROBELE, Conseiller ministériel au Ministère fédéral de la Justice.

Sa Majesté le Roi des Belges :

Le vicomte POULLET, Ministre d'Etat, membre de la Chambre des Représentants ;

M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, Secrétaire général du Ministère des Sciences et des Arts.

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil :

M. Deoclecio DE CAMPOS, Attaché commercial à Rome, ancien Professeur à la Faculté de droit de Para.

Le Président de la République de Colombie :

M. A. José RESTREPO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. Axel HELPER, Conseiller ministériel au Ministère du Commerce et de l'Industrie ;

Being desirous of adopting rules to settle certain conflicts of laws in connection with bills of exchange and promissory notes, have appointed as their Plenipotentiaries the following:

The President of the German Reich:

M. Leo QUASSOWSKI, Ministerial Counsellor in the Reich Ministry of Justice;

Dr. Erich ALBRECHT, Counsellor of Legation in the Reich Ministry for Foreign Affairs;

Dr. Fritz ULLMANN, Judge at the Court of Berlin.

The Federal President of the Austrian Republic:

Dr. Guido STROBELE, Ministerial Counsellor in the Federal Ministry of Justice.

His Majesty the King of the Belgians:

Viscount POULLET, Minister of State, Member of the House of Representatives;

M. J. DE LA VALLÉE POUSSIN, Secretary-General of the Ministry of Science and Arts.

The President of the Republic of the United States of Brazil:

M. Deoclecio DE CAMPOS, Commercial Attaché at Rome, formerly Professor in the Faculty of Law of Para.

The President of the Republic of Colombia:

M. A. José RESTREPO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Denmark:

M. Axel HELPER, Ministerial Counsellor in the Ministry of Commerce and Industry;

M. Valdemar EIGTVED, Directeur de la "Privatbanken" à Copenhague.

Le Président de la République de Pologne, pour la Ville libre de Dantzig :

M. Józef SUŁKOWSKI, Professeur à l'Université de Poznan, Membre de la Commission de codification de Pologne.

Le Président de la République de l'Equateur :

Le docteur Alejandro GASTELÚ, Vice-Consul à Genève.

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Le docteur Juan GOMEZ MONTEJO, Chef de section du Corps des juristes du Ministère de la Justice.

Le Président de la République de Finlande :

M. Filip GRÖNVALL, Conseiller d'Etat, membre de la Haute Cour administrative de Helsinki.

Le Président de la République française :

M. L. J. PERCEROU, Professeur à la Faculté de droit de Paris.

Le Président de la République hellénique :

M. R. RAPHAËL, Délégué permanent auprès de la Société des Nations, Chargé d'affaires à Berne.

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie :

M. Zoltán BARANYAI, Chargé d'affaires *a. i.* de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. Amedeo GIANNINI, Conseiller d'Etat, Ministre plénipotentiaire.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. Morie OHNO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotent-

M. Valdemar EIGTVED, General Manager of the "Privatbanken", Copenhagen.

The President of the Polish Republic, for the Free City of Danzig:

M. Józef SUŁKOWSKI, Professor at the University of Poznan,
Member of the Polish Codification Commission.

The President of the Republic of Ecuador:

Dr. Alejandro GASTELÚ, Vice-Consul at Geneva.

His Majesty the King of Spain:

Dr. Juan GOMEZ MONTEJO, Head of Section of the Corps of
Jurists in the Ministry of Justice.

The President of the Republic of Finland:

M. Filip GRÖNVALL, Counsellor of State, Member of the Higher
Administrative Court at Helsinki.

The President of the French Republic:

M. L. J. PERCEROU, Professor in the Faculty of Law of Paris.

The President of the Hellenic Republic:

M. R. RAPHAËL, Permanent Delegate accredited to the League
of Nations, Chargé d'Affaires at Berne.

His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary:

M. Zoltán BARANYAI, Chargé d'Affaires *a. i.* of the Hungarian
Delegation accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Italy:

M. Amedeo GIANNINI, Counsellor of State, Minister Pleni-
potentiary.

His Majesty the Emperor of Japan:

M. Morie OHNO, Envoy Extraordinary and Minister Pleni-

tiaire près le Président fédéral de la République d'Autriche;

M. Tetsukichi SHIMADA, Juge à la Cour de Cassation de Tokio.

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg:

M. Ch. G. VERMAIRE, Consul à Genève.

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. C. STUB HOLMBOE, Avocat.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Le docteur W. L. P. A. MOLENGRAAFF, Professeur émérite de l'Université d'Utrecht.

Le Président de la République du Pérou:

M. José Maria BARRETO, Chef du Bureau permanent du Pérou auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République de Pologne:

M. Józef SUEKOWSKI, Professeur à l'Université de Poznan, Membre de la Commission de codification de Pologne.

Le Président de la République Portugaise:

Le docteur José CAEIRO DA MATTA, Recteur de l'Université de Lisbonne, Professeur à la Faculté de droit, Directeur de la Banque de Portugal.

Sa Majesté le Roi de Suède:

Le baron E. MARKS VON WÜRTEMBERG, Président de la Cour d'Appel de Stockholm, ancien Ministre des Affaires étrangères;

M. Birger EKEBERG, Président de la Commission de législation

potentiary accredited to the Federal President of the Austrian Republic ;

M. Tetsukichi SHIMADA, Judge at the "Cour de Cassation" of Tokio.

Her Royal Highness the Grand-Duchess of Luxemburg :

M. Ch. G. VERMAIRE, Consul at Geneva.

His Majesty the King of Norway :

M. C. STUB HOLMBOE, Barrister-at-Law.

Her Majesty the Queen of the Netherlands :

Dr. W. L. P. A. MOLENGRAAFF, Professor Emeritus of the University of Utrecht.

The President of the Republic of Peru :

M. José Maria BARRETO, Head of the Permanent Office of Peru accredited to the League of Nations.

The President of the Polish Republic :

M. Józef SUEKOWSKI, Professor at the University of Poznan, Member of the Polish Codification Commission.

The President of the Portuguese Republic :

Dr. José CAEIRO DA MATTA, Rector of the University of Lisbon, Professor in the Faculty of Law, Director of the Bank of Portugal.

His Majesty the King of Sweden :

Baron E. MARKS VON WÜRTEMBERG, President of the Stockholm Court of Appeal, former Minister for Foreign Affairs ;

M. Birger EKEBERG, President of the Civil Legislation Com-

civile, ancien Ministre de la Justice, ancien membre de la Cour Suprême.

Le Conseil fédéral suisse :

Le docteur Max VISCHER, Avocat et notaire, premier Secrétaire de l'Association suisse des Banquiers.

Le Président de la République tchécoslovaque :

Le docteur Karel HERMANN-OTAVSKÝ, Professeur à l'Université de Prague, Président de la Commission de codification du droit commercial au Ministère de la Justice.

Le Président de la République turque :

MEHMED MUNIR Bey, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie :

M. Ilia CHOUMENKOVITCH, Délégué permanent auprès de la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, les unes vis-à-vis des autres, à appliquer pour la solution des conflits de lois ci-dessous énumérés, en matière de lettre de change et de billets à ordre, les règles indiquées dans les articles suivants.

Article 2.

La capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change

mission, former Minister of Justice, former Member of the Supreme Court.

The Swiss Federal Council :

Dr. Max VISCHER, Barrister-at-Law and Notary, First Secretary of the Swiss Bankers' Association.

The President of the Czechoslovak Republic :

Dr. Karel HERMANN-OTAVSKÝ, Professor at the University of Prague, President of the Codification Commission for Commercial Law in the Ministry of Justice.

The President of the Turkish Republic :

MEHMED MUNIR Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Swiss Federal Council.

His Majesty the King of Yugoslavia :

M. Ilia CHOUMENKOVITCH, Permanent Delegate accredited to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, accredited to the Swiss Federal Council.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties mutually undertake to apply, for the settlement of the conflicts of law hereinafter mentioned, in connection with bills of exchange and promissory notes, the rules set out in the following articles.

Article 2.

The capacity of a person to bind himself by a bill of exchange

et billet à ordre est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre pays, cette dernière loi est appliquée.

La personne qui serait incapable, d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent, est, néanmoins valablement tenue, si la signature a été donnée sur le territoire d'un pays d'après la législation duquel la personne aurait été capable.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de ne pas reconnaître la validité de l'engagement pris en matière de lettre de change et de billet à ordre par l'un de ses ressortissants et qui ne serait tenu pour valable dans le territoire des autres Hautes Parties contractantes que par application de l'alinéa précédent du présent article.

Article 3.

La forme des engagements pris en matière de lettre de change et de billet à ordre est réglée par la loi du pays sur le territoire duquel ces engagements ont été souscrits.

Cependant, si les engagements souscrits sur une lettre de change ou un billet à ordre ne sont pas valables d'après les dispositions de l'alinéa précédent, mais qu'ils soient conformes à la législation de l'Etat où un engagement ultérieur a été souscrit, la circonstance que les premiers engagements sont irréguliers en la forme n'infirmes pas la validité de l'engagement ultérieur.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que les engagements pris en matière de lettre de change et de billet à ordre à l'étranger par un de ses ressortissants seront valables à

or promissory note shall be determined by his national law. If this national law provides that the law of another country is competent in the matter, this latter law shall be applied.

A person who lacks capacity, according to the law specified in the preceding paragraph, is nevertheless bound, if his signature has been given in any territory in which according to the law in force there, he would have the requisite capacity.

Each of the High Contracting Parties may refuse to recognise the validity of a contract by means of a bill of exchange or promissory note entered into by one of its nationals which would not be deemed valid in the territory of the other High Contracting Parties otherwise than by means of the application of the preceding paragraph of the present article.

Article 3.

The form of any contract arising out of a bill of exchange or promissory note is regulated by the laws of the territory in which the contract has been signed.

If, however, the obligations entered into by means of a bill of exchange or promissory note are not valid according to the provisions of the preceding paragraph, but are in conformity with the laws of the territory in which a subsequent contract has been entered into, the circumstance that the previous contracts are irregular in form does not invalidate the subsequent contract.

Each of the High Contracting Parties may prescribe that contracts by means of a bill of exchange and promissory note entered into abroad by one of its nationals shall be valid in respect of

l'égard d'un autre de ses ressortissants sur son territoire, pourvu qu'ils aient été pris dans la forme prévue par la loi nationale.

Article 4.

Les effets des obligations de l'accepteur d'une lettre de change et du souscripteur d'un billet à ordre sont déterminés par la loi du lieu où ces titres sont payables.

Les effets que produisent les signatures des autres obligés par lettre de change ou billet à ordre sont déterminés par la loi du pays sur le territoire duquel les signatures ont été données.

Article 5.

Les délais de l'exercice de l'action en recours restent déterminés pour tous les signataires par la loi du lieu de la création du titre.

Article 6.

La loi du lieu de la création du titre détermine si le porteur d'une lettre de change acquiert la créance qui a donné lieu à l'émission du titre.

Article 7.

La loi du pays où la lettre de change est payable règle la question de savoir si l'acceptation peut être restreinte à une partie de la somme ou si le porteur est tenu ou non de recevoir un paiement partiel.

another of its nationals in its territory, provided that they are in the form laid down by the national law.

Article 4.

The effects of the obligations of the acceptor of a bill of exchange or maker of a promissory note are determined by the law of the place in which these instruments are payable.

The effects of the signatures of the other parties liable on a bill of exchange or promissory note are determined by the law of the country in which is situated the place where the signatures were affixed.

Article 5.

The limits of time for the exercise of rights of recourse shall be determined for all signatories by the law of the place where the instrument was created.

Article 6.

The question whether there has been an assignment to the holder of the debt which has given rise to the issue of the instrument is determined by the law of the place where the instrument was issued.

Article 7.

The question whether acceptance may be restricted to part of the sum or whether the holder is bound to accept partial payment is governed by the law of the country in which the bill of exchange is payable.

La même règle s'applique quant au paiement en matière de billet à ordre.

Article 8.

La forme et les délais du protêt, ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de lettre de change et de billet à ordre, sont réglés par les lois du pays sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question.

Article 9.

La loi du pays où la lettre de change ou le billet à ordre sont payables détermine les mesures à prendre en cas de perte ou de vol de la lettre de change ou du billet à ordre.

Article 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de ne pas appliquer les principes de droit international privé consacrée par la présente Convention en tant qu'il s'agit :

- 1° D'un engagement pris hors du territoire d'une des Hautes Parties contractantes ;
- 2° D'une loi qui serait applicable d'après ces principes et qui ne serait pas celle d'une des Hautes Parties contractantes.

Article 11.

Dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, les dispositions de la présente Convention ne seront pas applicables

The same rule governs the payment of promissory notes.

Article 8.

The form of and the limits of time for protest, as well as the form of the other measures necessary for the exercise or preservation of rights concerning bills of exchange or promissory notes, are regulated by the laws of the country in which the protest must be drawn up or the measures in question taken.

Article 9.

The measures to be taken in case of the loss or theft of a bill of exchange or promissory note are determined by the law of the country in which the bill of exchange or promissory note is payable.

Article 10.

Each of the High Contracting Parties reserves to itself the right not to apply the principles of private international law contained in the present Convention so far as concerns:

1. An obligation undertaken outside the territory of one of the High Contracting Parties;
2. Any law which may be applicable in accordance with these principles and which is not a law in force in the territory of any High Contracting Party.

Article 11.

In the territory of each of the High Contracting Parties the provisions of the present Convention shall not apply to bills of

aux lettres de change et aux billets à ordre déjà créés au moment de la mise en vigueur de la présente Convention.

Article 12.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra être signée ultérieurement jusqu'au 6 septembre 1930 au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre.

Article 13.

La présente Convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1^{er} septembre 1932 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres parties à la présente Convention.

Article 14.

A partir du 6 septembre 1930, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre pourront y adhérer.

Cette adhésion s'effectuera par une notification au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous ceux qui auront signé ou adhéré à la présente Convention.

Article 15.

La présente Convention n'entrera en vigueur que lorsqu'elle aura

exchange or promissory notes already issued at the time of the coming into force of the present Convention.

Article 12.

The present Convention, the French and English texts of which shall be equally authentic, shall bear this day's date.

It may be signed thereafter until September 6th, 1930, on behalf of any Member of the League of Nations or non-Member State.

Article 13.

The present Convention shall be ratified.

The instruments of ratification shall be deposited before September 1st, 1932, with the Secretary-General of the League of Nations, who shall forthwith notify receipt thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-Member States parties to the present Convention.

Article 14.

As from September 6th, 1930, any Member of the League of Nations and any non-Member State may accede thereto.

Such accession shall be effected by a notification to the Secretary-General of the League of Nations, such notification to be deposited in the archives of the Secretariat.

The Secretary-General shall notify such deposit forthwith to all States which have signed or acceded to the present Convention.

Article 15.

The present Convention shall not come into force until it has

été ratifiée ou qu'il y aura été adhéré au nom de sept Membres de la Société des Nations ou Etats non membres, parmi lesquels devront figurer trois des Membres de la Société des Nations représentés d'une manière permanente au Conseil.

La date de l'entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la septième ratification ou adhésion, conformément à l'alinéa premier du présent article.

Le Secrétaire général de la Société des Nations, en faisant les notifications prévues aux articles 13 et 14, signalera spécialement que les ratifications ou adhésions visées à l'alinéa premier du présent article ont été recueillies.

Article 16.

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la Convention conformément à l'article 15 sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 17.

La présente Convention ne pourra être dénoncée avant l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour ce Membre de la Société des Nations ou pour cet Etat non membre; cette dénonciation produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour suivant la réception par le Secrétaire général de la notification à lui adressée.

Toute dénonciation sera communiquée immédiatement par le

been ratified or acceded to on behalf of seven Members of the League of Nations or non-Member States, which shall include three of the Members of the League permanently represented on the Council.

The date of entry into force shall be the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the seventh ratification or accession, in accordance with the first paragraph of the present article.

The Secretary-General of the League of Nations, when making the notifications provided for in Articles 13 and 14, shall state in particular that the ratifications or accessions referred to in the first paragraph of the present article have been received.

Article 16.

Every ratification or accession effected after the entry into force of the Convention in accordance with Article 15 shall take effect on the ninetieth day following the date of receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 17.

The present Convention may not be denounced before the expiry of two years from the date on which it has entered into force in respect of that Member of the League or non-Member State; such denunciation shall take effect as from the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the notification addressed to him.

Every denunciation shall be immediately communicated by the

Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Chaque dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne la Haute Partie contractante au nom de laquelle elle aura été faite.

Article 18.

Tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre à l'égard duquel la présente Convention est en vigueur, pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations, dès l'expiration de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur de la Convention, une demande tendant à la revision de certaines ou de toutes les dispositions de cette Convention.

Si une telle demande, communiquée aux autres Membres de la Société des Nations ou Etats non membres entre lesquels la Convention est alors en vigueur, est appuyée dans un délai d'un an, par au moins six d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera s'il y a lieu de convoquer une Conférence à cet effet.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes peuvent déclarer au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par leur acceptation de la présente Convention, elles n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Les Hautes Parties contractantes pourront, dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elles

Secretary-General of the League of Nations to all the other High Contracting Parties.

Each denunciation shall take effect only as regards the High Contracting Party on whose behalf it has been made.

Article 18.

Every Member of the League of Nations and every non-Member State in respect of which the present Convention is in force may forward to the Secretary-General of the League of Nations, after the expiry of the fourth year following the entry into force of the Convention, a request for the revision of some or all of the provisions of that Convention.

If such request after being communicated to the other Members of the League of Nations or non-Member States between whom the Convention is at that time in force, is supported within one year by at least six of them, the Council of the League of Nations shall decide whether a Conference shall be convened for the purpose.

Article 19.

Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Convention, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate; and the present Convention shall not apply to any territories named in such declaration.

Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he

entendent rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de leurs territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, les Hautes Parties contractantes peuvent à tout moment déclarer qu'elles entendent que la présente Convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration un an après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 20.

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations dès son entrée en vigueur. Elle sera ultérieurement publiée aussitôt que possible au *Recueil des Traités* de la Société des Nations.

desires that the Convention shall apply to all or any of his territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph and the Convention shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Any High Contracting Party may at any time declare that he desires that the present Convention shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate and the Convention shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 20.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it comes into force. It shall then be published as soon as possible in the League of Nations *Treaty Series*.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

IN FAITH WHEREOF the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

FAIT à Genève le sept juin mil neuf cent trente, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

DONE at Geneva, the seventh day of June, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-Member States represented at the Conference.

ALLEMAGNE

Leo QUASSOWSKI
D^r ALBRECHT
D^r ULLMANN

GERMANY

AUTRICHE

D^r STROBELE

AUSTRIA

BELGIQUE

V^{te} P. POULLET
DE LA VALLÉE-POUSSIN

BELGIUM

BRÉSIL	Deoclecio DE CAMPOS	BRAZIL
COLOMBIE	A. J. RESTREPO	COLOMBIA
DANEMARK	A. HELPER V. EIGTVED	DENMARK
VILLE LIBRE DE DANTZIG	FREE CITY OF DANZIG <i>Ad referendum</i> SUZKOWSKI	
ÉQUATEUR	Alex. GASTELÚ	ECUADOR
ESPAGNE	Juan GÓMEZ MONTEJO	SPAIN
FINLANDE	F. GRÖNVALL	FINLAND
FRANCE	J. PERCEROU	FRANCE
GRÈCE	R. RAPHAËL	GREECE

HONGRIE		HUNGARY
	D ^r BARANYAI Zoltán	
ITALIE		ITALY
	Amedeo GIANNINI	
JAPON		JAPAN
	M. OHNO T. SHIMADA	
LUXEMBOURG		LUXEMBURG
	Ch. G. VERMAIRE	
NORVÈGE		NORWAY
	STUB HOLMBOE	
PAYS-BAS		THE NETHERLANDS
	MOLENGRAAFF	
PÉROU		PERU
	J. M. BARRETO	
POLOGNE		POLAND
	<i>Ad referendum</i> SUKKOWSKI	
PORTUGAL		PORTUGAL
	José CAEIRO DA MATTA	

SUÈDE

SWEDEN

E. MARKS VON WÜRTEMBERG

Birger EKEBERG

SUISSE

SWITZERLAND

VISCHER

TCHÉCOSLOVAQUIE

CZECHOSLOVAKIA

Prof. D^r Karel HERMANN-OTAVSKÝ

TURQUIE

TURKEY

Ad referendum

MEHMED MUNIR

YUGOSLAVIE

YUGOSLAVIA

I. CHOUMENKOVITCH

PROTOCOLE DE LA CONVENTION

Au moment de procéder à la signature de la Convention, en date de ce jour, destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettre de change et de billet à ordre, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

A.

Les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres qui n'auraient pas été en mesure d'effectuer avant le 1^{er} septembre 1932 le dépôt de leur ratification sur ladite Convention s'engagent à adresser, dans les quinze jours suivant cette date, une communication au Secrétaire général de la Société des Nations, pour lui faire connaître la situation dans laquelle ils se trouvent en ce qui concerne la ratification.

B.

Si, à la date du 1^{er} novembre 1932, les conditions prévues à l'article 15, alinéa 1, pour l'entrée en vigueur de la Convention, ne sont pas remplies, le Secrétaire général de la Société des Nations convoquera une réunion des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres qui auraient signé la Convention ou y auraient adhéré.

PROTOCOL TO THE CONVENTION

.At the time of signing the Convention of this day's date for the settlement of certain conflicts of law in connection with bills of exchange and promissory notes, the undersigned, duly authorised, have agreed upon the following provisions:

A.

The Members of the League of Nations and the non-Member States who may not have been able to deposit their ratifications of the said Convention before September 1st, 1932, undertake to forward within fifteen days from that date a communication to the Secretary-General of the League of Nations informing him of their situation as regards ratification.

B.

If on November 1st, 1932, the conditions laid down in Article 15, paragraph 1, for the entry into force of the Convention are not fulfilled, the Secretary-General of the League of Nations shall convene a meeting of the Members of the League and the non-Member States which have signed the Convention or acceded to it.

Cette réunion aura pour objet l'examen de la situation et des mesures à prendre, le cas échéant, pour y faire face.

C.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement, dès leur mise en vigueur, les dispositions législatives qu'elles établiront sur leurs territoires respectifs en exécution de la Convention.

The purpose of this meeting shall be to examine the situation and any measures to be taken to remedy it.

C.

The High Contracting Parties shall communicate to each other, immediately upon their coming into force, the legislative measures taken by them in execution of the Convention in their respective territories.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

IN FAITH WHEREOF the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

FAIT à Genève, le sept juin mil neuf cent trente, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les États non membres représentés à la Conférence.

DONE at Geneva, the seventh day of June, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-Member States represented at the Conference.

ALLEMAGNE

Leo QUASSOWSKI
D^r ALBRECHT
D^r ULLMANN

GERMANY

AUTRICHE

D^r STROBELE

AUSTRIA

BELGIQUE

V^{te} P. POULLET
DE LA VALLÉE POUSSIN

BELGIUM

BRÉSIL

Deoclecio DE CAMPOS

BRAZIL

COLOMBIE

A. J. RESTREPO

COLOMBIA

DANEMARK

A. HELPER

V. EIGTVED

DENMARK

VILLE LIBRE DE DANTZIG FREE CITY OF DANZIG

Ad referendum

SUZKOWSKI

ÉQUATEUR

Alex. GASTELÚ

ECUADOR

ESPAGNE

Juan GÓMEZ MONTEJO

SPAIN

FINLANDE

F. GRÖNVALL

FINLAND

FRANCE

J. PERCEROU

FRANCE

GRÈCE

R. RAPHAËL

GREECE

HONGRIE	D ^r BARANYAI ZOLTÁN	HUNGARY
ITALIE	Amedeo GIANNINI	ITALY
JAPON	M. OHNO T. SHIMADA	JAPAN
LUXEMBOURG	Ch. G. VERMAIRE	LUXEMBURG
NORVÈGE	STUB HOLMBOE	NORWAY
PAYS-BAS	MOLENGRAAFF	THE NETHERLANDS
PÉROU	J. M. BARRETO	PERU
POLOGNE	<i>Ad referendum</i> SUKOWSKI	POLAND
PORTUGAL	José CAEIRO DA MATTA	PORTUGAL

SUÈDE

SWEDEN

E. MARKS VON WÜRTEMBERG

Birger EKEBERG

SUISSE

SWITZERLAND

VISCHER

TCHÉCOSLOVAQUIE

CZECHOSLOVAKIA

Prof. D^r Karel HERMANN-OTAVSKÝ

TURQUIE

TURKEY

Ad referendum

MEHMED MUNIR

YUGOSLAVIE

YUGOSLAVIA

I. CHOUMENKOVITCH

條約第六號

爲替手形及約束手形ニ付テノ印紙法ニ關スル條約

獨逸國大統領、奧地利共和國聯邦大統領、白耳義國皇帝陛下、「ブラジル」合衆共和國大統領、
「グレート、ブリテン」、「アイルランド」及「グレート、ブリテン」海外領土皇帝印度皇帝陛下、
「コロンビア」共和國大統領、丁抹國皇帝陛下、「ダンチッヒ」自由市ノ爲ニ「ポーランド」共和
國大統領、「エクアドル」共和國大統領、西班牙國皇帝陛下、「フィンランド」共和國大統領、佛蘭
西共和國大統領、「ハンガリー」王國攝政殿下、伊太利國皇帝陛下、日本國皇帝陛下、「ルクセン
ブルグ」國大公殿下、諾威國皇帝陛下、和蘭國皇帝陛下、「ベル」共和國大統領、「ポーランド」
共和國大統領、「ホルトガル」共和國大統領、瑞典國皇帝陛下、瑞西聯邦政府、「チッコスロヴァキ
ア」共和國大統領、「トルコ」共和國大統領、「ユーゴスラヴィア」國皇帝陛下ハ
爲替手形及約束手形トノ關係ニ於テ印紙法ニ關スル或問題ヲ解決センコトヲ希望シ左ノ如ク其ノ
全權委員ヲ任命セリ

獨逸國大統領

獨逸國司法省參事官「レオ、クアソウスキー」

獨逸國外務省公使館參事官「ドクトル、エーリッヒ、アルブレヒト」

「ベルリン」裁判所判事「ドクトル、フリッツ、ウルマン」

奧地利共和國聯邦大統領

聯邦司法省參事官「ドクトル、グイド、シュトロベレ」

白耳義國皇帝陛下

下院議員、國務大臣、子爵「ブーレ」

文部省總務長官「ジー、ドッ、ヲ、ヴァレー、ブーサン」

「ブラジル」合衆共和國大統領

前「バラ」法科大學教授、「ローマ」駐在商務官「デオクレシオ、デ、カンボス」

「グレート、ブリテン」、「アイルランド」及「グレート、ブリテン」海外領土皇帝印度皇帝陛下

「グレート、ブリテン」及北部「アイルランド」竝ニ國際聯盟ノ個個ノ聯盟國ニ非ザル英帝國ノ

一切ノ部分

「ロンドン」大學商工法教授兼法學部長、教授「エイチ、シー、ガットリッヂ」

「コロンビア」共和國大統領

國際聯盟ニ派遣ノ常任代表委員、特命全權公使「アー、ホセ、レストレボ」

丁抹國皇帝陛下

商工省參事官「アクセル、ヘルベル」

在「コーペンハーゲン」「ブリュアトバンケン」理事「ヴァルデマル、エイグトヴェド」

「ダンチッヒ」自由市ノ爲ニ「ポーランド」共和國大統領

「ポーランド」國法典編纂委員會委員、「ボヅナン」大學教授「ヨセフ、スルコフスキ」

「エクアドル」共和國大統領

「ジュネーヴ」駐在副領事「ドクトル、アレハンドロ、ガステルー」

西班牙國皇帝陛下

司法省法曹團課長「ドクトル、ファン、ゴメス、モンテホ」

「フィンランド」共和國大統領

「ヘルシンキ」高等行政裁判所評定官、國務參與「フィリップ、グレンヴァル」

佛蘭西共和國大統領

「パリ」法科大學教授「エル、ジー、ベルスルー」

「ハンガリー」王國攝政殿下

國際聯盟ニ派遣ノ「ハンガリー」國代表部臨時事務代理「ゾルタン、バラニアイ」
伊太利國皇帝陛下

全權公使、國務參與「アメデオ、ジャンニーニ」
日本國皇帝陛下

奧地利國駐劄特命全權公使大野守衛
大審院判事島田鐵吉

「ルクセンブルグ」國大公殿下

「ジュネーヴ」駐在領事「セー、ジエー、ヴェルメール」
諾威國皇帝陛下

辯護士「ツェー、ストゥープ、ホルンボー」
和蘭國皇帝陛下

「ウトレヒト」大學名譽教授「ドクトル、ヴェー、エル、ペー、アー、モーレングラーフ」
「ペルー」共和國大統領

國際聯盟ニ派遣ノ「ペルー」國常設事務局長「ホセ、マリア、バルレト」

「ポーランド」共和國大統領

「ポーランド」國法典編纂委員會委員、「ボヅナン」大學教授「ヨセフ、スルコフスキ」

「ポルトガル」共和國大統領

「ポルトガル」銀行理事、法科大學教授、「リスボン」大學總長「ドクトル、ジョゼ、カエイ

ロ、ダ、マッタ」

瑞典國皇帝陛下

前外務大臣、「ストックホルム」控訴院長、男爵「エー、マルクス、フォン、ウエルテンベルグ」

前最高法院判事、前司法大臣、私法委員會議長「ビルゲル、エケベルグ」

瑞西聯邦政府

瑞西銀行協會主席書記、辯護士及公證人「ドクトル、マックス、フィッシエル」

「チエッコスロヴァキア」共和國大統領

司法省商法編纂委員會議長、「ブラーグ」大學教授「ドクトル、カレル、ヘルマン・オタフ

スキ」

「トルコ」共和國大統領

瑞西聯邦駐劄特命全權公使「メヘメット、ムニル、ベイ」

「ユーゴスラヴィア」國皇帝陛下

瑞西聯邦駐劄特命全權公使、國際聯盟ニ派遣ノ常任代表委員「イリア、シューメンコヴィッチ」
右各全權委員ハ其ノ全權委任狀ヲ示シ之ガ良好妥當ナルヲ認メタル後左ノ諸規定ヲ協定セリ

第一條

締約國ハ其ノ法令ニ未ダ規定ナキ場合ニ於テハ爲替手形上及約束手形上ノ行爲ノ效力又ハ之ヨリ
生ズル權利ノ行使ヲ印紙ニ關スル規定ノ遵守ニ懸ラシメザル様之ヲ改正スルコトヲ約ス

尤モ締約國ハ其ノ規定スル印紙稅又ハ課セラレタル科金ノ支拂アル迄右權利ノ行使ヲ停止スルコ
トヲ得締約國ハ又自國ノ法律ニ依リテ爲替手形及約束手形ニ付與セラルベキ即時執行證券タルノ
性質及效力ガ印紙稅ノ右證券振出ノ時ヨリ自國ノ法律ニ從ヒ正當ニ納付セラレアルコトヲ條件ト
爲ス旨ヲ決定スルコトヲ得

各締約國ハ第一項ニ掲ゲラルル約束ヲ爲替手形ノミニ限ルノ權能ヲ留保ス

第二條

本條約ハ佛蘭西語及英吉利語ノ本文ヲ以テ共ニ正文トシ本日ノ日附ヲ有スベシ
本條約ハ爾後千九百三十年九月六日ニ至ル迄國際聯盟ノ何レノ聯盟國及何レノ非聯盟國ノ爲ニモ
署名セラルルコトヲ得

第三條

本條約ハ批准セラルベシ
批准書ハ千九百三十二年九月一日前ニ國際聯盟事務總長ニ寄託セラルベク事務總長ハ之ガ受領ヲ
直ニ國際聯盟ノ一切ノ聯盟國及本條約ノ締約國タル非聯盟國ニ通告スベシ

第四條

千九百三十年九月六日以後ハ國際聯盟ノ何レノ聯盟國及何レノ非聯盟國モ本條約ニ加入スルコト
ヲ得
右加入ハ國際聯盟事務總長宛ノ通告ヲ以テ爲サルベク該通告ハ事務局ノ記録ニ寄託セラルベ
シ
事務總長ハ本條約ニ署名シ又ハ之ニ加入シタル一切ノ國ニ對シ右寄託ヲ直ニ通告スベシ

第五條

本條約ハ聯盟國又ハ非聯盟國ノ七國ニシテ國際聯盟理事會ニ常任代表者ヲ有スル聯盟國ノ三國ヲ含ムモノノ爲ニ批准セラレ又ハ加入セラルルニ至ル迄ハ效力ヲ生ゼザルベシ
效力發生ノ日ハ國際聯盟事務總長ガ本條第一項ニ從ヒ第七ノ批准又ハ加入ヲ受領シタル後九十日
目タルベシ
國際聯盟事務總長ハ第三條及第四條ニ規定セララルル通告ヲ爲スニ當リテハ本條第一項ニ掲ゲラル
ル批准又ハ加入ガ受領セラレタル旨ヲ特ニ示スベシ

第六條

第五條ニ從ヒ本條約ガ效力ヲ生ジタル後爲サルル各批准又ハ加入ハ國際聯盟事務總長ガ之ヲ受領
シタル日ノ後九十日目ヨリ其ノ效力ヲ生ズベシ

第七條

本條約ハ國際聯盟ノ當該聯盟國又ハ當該非聯盟國ニ付本條約ガ效力ヲ生ジタル日ヨリ二年ノ期間
ノ滿了前ニハ廢棄セラレ得ザルベシ右廢棄ハ事務總長ガ自己宛ノ通告ヲ受領シタル後九十日目ヨ
リ其ノ效力ヲ生ズベシ

廢棄ハ國際聯盟事務總長ニ依リ一切ノ他ノ締約國ニ對シ直ニ通告セラルベシ
各廢棄ハ之ヲ爲シタル締約國ニ關シテノミ效力ヲ生ズベシ

第八條

本條約ノ實施セラルル國際聯盟ノ何レノ聯盟國及何レノ非聯盟國モ本條約ノ效力發生後ノ第四年
ノ滿了ノ時ヨリ本條約ノ規定ノ或モノ又ハ全部ノ改正ヲ目的トスル要求ヲ國際聯盟事務總長ニ提
出スルコトヲ得
右要求ガ其ノ當時本條約ノ實施セラルル他ノ聯盟國又ハ非聯盟國ニ通告セラレ一年ノ期間内ニ少
クトモ其ノ六國ニ依リ支持セラルルトキハ國際聯盟理事會ハ之ガ爲ニ會議ヲ招集スルノ必要アリ
ヤ否ヤヲ決定スベシ

第九條

締約國ハ本條約ノ受諾ニ依リ其ノ殖民地、保護領又ハ其ノ宗主權若ハ委任統治ノ下ニ在ル地域ノ
全部又ハ一部ニ付何等ノ義務ヲモ負フノ意思アルニ非ザル旨ヲ署名、批准又ハ加入ノ際ニ宣言ス
ルコトヲ得此ノ場合ニ於テハ本條約ハ右宣言ノ目的タル地域ニ適用セラレザルベシ
締約國ハ爾後國際聯盟事務總長ニ對シ前項ニ規定セラルル宣言ノ目的タリシ地域ノ全部又ハ一部

ニ本條約ヲ適用スルノ意思アル旨ヲ通告スルコトヲ得此ノ場合ニ於テハ本條約ハ國際聯盟事務總長ガ右通告ヲ受領シタル後九十日ニシテ右通告ニ掲ゲラルル地域ニ適用セラルベシ
同様ニ締約國ハ本條約ヲシテ其ノ殖民地、保護領又ハ其ノ宗主權若ハ委任統治ノ下ニ在ル地域ノ全部又ハ一部ニ適用ナキニ至ラシムルノ意思アル旨ヲ何時ニテモ宣言スルコトヲ得此ノ場合ニ於テハ本條約ハ國際聯盟事務總長ガ右宣言ヲ受領シタル後一年ニシテ右宣言ノ目的タル地域ニ適用セラレザルニ至ルベシ

第十條

本條約ハ其ノ效力ノ生ジタルトキ國際聯盟事務總長ニ依リ登録セラルベシ本條約ハ爾後能フ限り速ニ國際聯盟ノ「條約集」ニ於テ公表セラルベシ

右證據トシテ前記全權委員ハ本條約ニ署名セリ

千九百三十年六月七日「ジュネーヴ」ニ於テ本書一通ヲ作成ス右本書ハ國際聯盟事務局ノ記録ニ寄託セラルベク其ノ認證謄本ハ國際聯盟ノ一切ノ聯盟國及會議ニ代表者ヲ出セル一切ノ非聯盟國ニ

送付セラルベシ

獨逸國

レオ、クアソウスキー

ドクトル、アルブレヒト

ドクトル、ウルマン

奧地利國

ドクトル、シュトロベレ

白耳義國

子爵ベー、ブーレ

ド、ラ、ヴァレー・ブーサン

「ブラジル」國

デオクレシオ、デ、カンボス

「グレート、ブリテン」及北部「アイルランド」竝ニ國際聯盟ノ個個ノ聯盟國ニ非ザル英帝國ノ

一切ノ部分

エイチ、シー、ガットリッヂ

「コロンビア」國

アー、ホータ、レストレボ

丁抹國

アー、ヘルベル

ヴェー、エイグトヴエド

「ダンチッヒ」自由市

スルコフスキー

「エクアドル」國

アー、ガステルー

西班牙國

ファン、ゴメス、モンテホ

「フィンランド」國

佛蘭西國

エフ、グレンツァル

ジー、ベルスルー

「ハンガリー」國

ドクトル、バラニアイ、ゾルタン

伊太利國

アメデオ、ジャンニーニ

日本國

大野守衛

島田鐵吉

「ルクセンブルグ」國

セー、ジェー、ヴェルメール

諾威國

ストーブ、ホルンボー

和蘭國

モーレングラーフ

「ペルー」國

ホータ、エメ、バルレト

「ポーランド」國

スルコフスキー

「ポルトガル」國

ジョゼ、カエイロ、ダ、マッタ

瑞典國

エー、マルクス、フォン、ウエルテンベルグ

ビルゲル、エケベルグ

瑞西國

フィッシエル

「チエッコスロヴァキア」國

教授ドクトル、カレル、ヘルマン・オタフスキー

「トルコ」國

政府ノ承認ヲ條件トス

メヘメット、ムニル

「ユーゴースラヴィア」國

イー、シューメンコヴィッチ

天 佑 ヲ 保 有 シ 萬 世 一 系 ノ 帝 祚 ヲ 踐 メ ル

日本國皇帝（御名）此ノ書ヲ見ル有衆ニ宣示ス

朕「ユジ ヌネーヴ」ニ於テ帝國全權委員ガ關係各國全權委員ト共ニ署名シタル昭和五年六月七日附ノ爲替手形及約束手形ニ付テノ印紙法ニ關スル條約ヲ閱覽點檢シ之ヲ嘉納批准ス

神武天皇即位紀元二千五百九十二年昭和七年七月十八日東京宮城ニ於テ親ヲ名ヲ署シ璽ヲ鈐セシム

御 名 國 璽

外務大臣 伯爵 内 田 康 哉

條約議定書

爲替手形及約束手形ニ付テノ印紙法ニ關スル本日附ノ條約ニ署名スルニ當リ、正當ノ委任ヲ受ケタル下名ハ左ノ諸規定ヲ協定セリ

甲

千九百三十二年九月一日前ニ右條約ノ自國ノ批准書ヲ寄託シ得ザルコトアルベキ國際聯盟ノ聯盟國及非聯盟國ハ右期日後十五日內ニ批准ニ關スル自國ノ狀態ヲ知ラシムル爲ノ通告ヲ國際聯盟事務總長ニ送付スルコトヲ約ス

乙

右條約第五條第一項ニ規定セラルル條約ノ效力ノ發生ニ付テノ條件ガ千九百三十二年十一月一日ニ於テ充サレアラザル場合ニハ國際聯盟事務總長ハ右條約ニ署名シ又ハ之ニ加入シタル國際聯盟ノ聯盟國及非聯盟國ノ會議ヲ招集スベシ

右會議ノ目的ハ狀態ヲ又必要アル場合ニ於テハ其ノ善後措置ヲ審議スルニ在ルモノトス